Sous le girouet de Chécy

Les élus ont mis le cap au nord

Des contacts en direct avec les habitants du quartier qui leurs ont fait part de leurs satisfactions et ou mécontentements

Dès 9 heures, samedi , les élus de la commune ont entamé, sous un beau soleil, leur parcours pour rencontrer les habitants des quartiers nord de la commune. Ils ont pu échanger avec un certain nombre d'entre eux et enregistrer leurs doléances sur différents sujets, relevant plus ou moins de leurs compétences. Une bonne façon de garder le contact avec les administrés.

Décorations et illuminations pour lutter contre le cancer

L’illumination de la façade de l’hôtel de ville : un moment attendu par les Caciens

Octobre rose a démarré partout en France. Par solidarité et pour inciter au dépistage du cancer du sein, la mairie de Chécy s’est parée de rose.

L'opération nationale Octobre rose a pour but de sensibiliser les femmes en informant sur l'intérêt du dépistage du cancer du sein. S'il est pris à temps, il y a rémission dans 90 % des cas.

Vendredi soir, près de 80 personnes se sont rassemblées sur le parvis de la mairie qui s'était parée, pour la circonstance et pour la deuxième année consécutive, de rose. Cette année, une gerbe de fleurs artificielles réalisées et offertes par Ingrid Bonnefoy, commerçante à Chécy, a complété le décor.

Parmi les participants figuraient, outre de nombreux élus dont le maire de Chécy, Jean-Vincent Valliès, et son homologue de Combleux, Frédéric Morlat, des représentants de l'Union commerciale industrielle et artisanale de Chécy (UCIAC) ainsi que de l'Association des entreprises caciennes (AEC), les docteurs Mona Fournier, présidente de la Ligue départementale contre le cancer, Jean-Baptiste Hubert, médecin coordonnateur de l'Association de dépistage organisé contre le cancer (ADOC) du Loiret et de Monique Desbans, présidente du Comité féminin du Loiret (COFEL).

65 % des femmes
du canton dépistées

Mona Fournier a précisé : « Il y a un élan énorme, une réelle prise de conscience qui s'est traduite, cette année, par la participation de 90 villes du Loiret qu'il faut remercier. Mais ce n'est pas parce que l'on est en rose que l'on ne pense pas également au cancer du colon ».

Pour le docteur Hubert, « il existe maintenant un test plus performant pour le dépistage du cancer colorectal, plus facile et plus hygiénique, mais qui a de la peine à s'installer. Il est, avec le cancer du sein, parmi les trois plus fréquents ».

Le docteur Fournier a ensuite coupé le ruban rose et, à ce moment, la façade de la mairie s'est illuminée. De rose, bien sûr. « Il est important que ce relais soit porté par les uns et les autres », a insisté Jean-Vincent Valliès. Dans le canton, plus de 65 % des femmes ont été dépistées.

Le projet d’éco-quartier se dessine

Lancées en 2010, les concertations pour la création d’un écoquartier vont se terminer. Elles ont permis de « penser » ce futur quartier, de collecter des recommandations et des orientations, de dresser des diagnostics qui vont permettre de lancer les études nécessaires à la construction et à l’aménagement des espaces.

En 2010, la Municipalité de Chécy lançait une large phase de concertation dans l'objectif de créer un éco-quartier.
Réunions d'information, ateliers citoyens, études d'impact environnemental, propositions d'aménagement, prise en compte des paysages et de la biodiversité, de la topographie et de la nature des sols…
Aujourd'hui, le bilan de cette concertation et des études menées en amont du projet permettent à la Municipalité d'engager concrètement cette réalisation majeure à l'échelle de la commune.

Information et concertation

Un éco-quartier s'inscrit dans une démarche avant tout citoyenne et les réflexions sont menées bien en amont de sa réalisation. La Municipalité a donc pris le temps nécessaire pour que les habitants puissent être informés et associés aux orientations de ce projet. Elle a imaginé des propositions d'aménagement pour que ce futur quartier s'intègre parfaitement aux quartiers limitrophes et à toute la commune.
Il ne s'agit pas, en effet, de construire un simple lotissement, mais de penser ce projet comme un nouveau lieu de vie, avec des logements mais aussi des aménagements publics durables préservant l'environnement naturel, la biodiversité, les paysages.
Le site « Grainloup Est » s'étend sur 14 ha. Il est traversé par la ligne SNCF Orléans-Châteauneuf (dont la réouverture aux voyageurs est prévue à l'horizon 2020).

Les études déjà réalisées ont pris en compte les paysages, la topographie, l'exposition au soleil et la nature des sols.

Cet espace, classé en zone prioritairement urbanisable dans le PLU en 2007 (par l'ancienne majorité), est idéalement situé, près des écoles, du collège, du gymnase, de l'espace George Sand, du centre commercial… Il permet d'éviter l'étalement urbain et de conserver ainsi l'identité singulière de Chécy, ville à la campagne.

Les parcelles concernées étant déjà propriétés de la Ville, il n'y aura pas de foncier à acquérir ; au contraire, des rentrées financières sont même prévues, ce qui n'a pas été le cas pour les 2 précédents lotissements, le Vieux Pavé et l'Ormeteau.

Les aménagements possibles

Au regard des études menées, des recommandations formulées par les ateliers citoyens et les habitants, de la volonté de la Municipalité d'inscrire ce projet dans la démarche « Chécy poumon vert », différentes propositions d'aménagements sont possibles et étudiées. Elles concernent aussi bien le type de logements que leur nombre, les déplacements et la circulation, le stationnement, le choix des énergies et la maîtrise de l'énergie, les lieux de vie partagés, les paysages à conserver
Prochainement, la Municipalité choisira l'aménageur du site. Les études seront poursuivies et affinées afin de préciser concrètement le projet retenu. Les premiers travaux pourraient débuter en 2016.

Il faut bien noter que ce projet a été rendu possible dès lors que les collectivités compétentes (Agglo et Département) se sont officiellement engagées dans les travaux à la sortie de la tangentielle pour fluidifier et sécuriser la circulation. Il en est de même avec le projet de réouverture de la ligne SNCF Orléans-Châteauneuf qui desservira Chécy.

Une place principale (de 1 000 m2), des placettes, des cheminements piétons-vélos, des zones de stationnement, une passerelle pour franchir le bassin d'eaux pluviales aménagé, des espaces publics avec aires de jeux pour enfants… sont autant d'éléments à prendre en compte dans l'aménagement global du projet.
Les constructions prévues seront diversifiées : logements individuels et collectifs, environ 30% des logements en locatif
social et 35% en locatif privé, le reste étant en accession à la propriété.
Les logements de type T1 à T4 seront assez nombreux car ils sont, jusqu'à présent, très rares sur Chécy et les demandes sont fortes pour des habitations pour personnes seules, couples sans enfant, familles monoparentale, jeunes retraités…
La mixité des logements est primordiale pour réussir la mixité sociale et garantir la cohésion sociale.

Les élus du Loiret s'interrogent sur l'accueil des futurs migrants

Le Loiret a-t-il les capacités d'offrir des hébergements décents aux futurs migrants??

« 2.112 euros pour chaque jeune par mois »

Ce sujet des migrants est arrivé indirectement, via une question de la conseillère départementale de la majorité départementale Agnès Chantereau (canton de Malesherbes). Elle demande d'abord quelque éclaircissement à Hugues Saury, président (LR), au sujet des mineurs isolés étrangers (MIE), dont un certain nombre proviennent du continent africain.

La cellule nationale a décrété que le Loiret devait accueillir 75 jeunes MIE?; ils sont actuellement au nombre de 86 (le département en a compté jusqu'à 150). Agnès Chantereau rappelle à la fois le contexte financier tendu et le montant des dépenses inhérent aux MIE : « 2.112 euros versés pour chaque jeune par mois ». L'élue souligne en outre le fait que les hébergements sont saturés, « d'autant que des jeunes, une fois la majorité atteinte, restent dans les locaux ». Dans le cadre du dispositif payé par les fonds publics, bon nombre d'hôtels loirétains mettent des chambres à disposition.

Hugues Saury invite donc Agnès Chantereau à questionner le préfet sur le sujet. Ce dernier, représentant de l'État, est effectivement convié, ce vendredi, par l'assemblée départementale.

« La situation est préoccupante, et difficile à gérer par les services comme par les associations », poursuit Hugues Saury. Il évoque un échange de courrier avec Christiane Taubira et s'étonne de la réponse de la ministre « incapable de donner une perspective quant au nombre de MIE susceptibles de continuer à arriver dans le Loiret ».

1.000 lieux recensés

Pour ce qui est des hébergements envisagés pour les 240 migrants attendus dans le Loiret pour les 24 mois à venir, la préfecture aurait recensé de manière plus qu'exhaustive un millier de lieux d'accueil potentiels (centres de vacances -comme à Pierrefitte-es-Bois-, campings, etc.). Ce qui interpelle l'élue Alexandrine Leclerc (Orléans 4). En aparté, elle invite à faire un distinguo entre « hébergement » et « logement ». Puis quid de la scolarisation des enfants, de la restauration ou du transport des familles??

Dans son propos introductif, Hugues Saury n'a pas négligé le volet humanitaire. Sans oublier pour autant l'aspect financier.

Humour à la française

Vie Politique et sociale

Morano est une député européenne proche de Sarkozy ,ces derniers propos sur l'origine de race blanche en France font polémique

Le Directeur du personnel d'Air France échappe aux grévistes en passant au- dessus d'un grillage .Une réunion avec le comité d'entreprise chahutée suite au plan social

Violences à Air France: le signe d'un "durcissement" et d'une "radicalisation des conflits"

L'agression du DRH d'Air France Xavier Broseta traduit le "durcissement" et la "radicalisation des conflits" au cours de ces 20 dernières années, selon Jean-François Amadieu, professeur à l'université Paris 1 et spécialiste des relations sociales.

QUESTION: De tels faits se sont-ils déjà produits à votre connaissance dans des grandes entreprises ?

REPONSE: "Je n'ai jamais vu ça. C'est un durcissement. Il y a déjà eu des séquestrations de cadres, parfois très longues, en général sur des conflits de défense de l'emploi. Là, c'est plus que ça. Ce qui est différent, c'est qu'on n'est pas dans de la séquestration.

Il faudrait se poser la question de savoir comment on peut laisser 500 personnes venir envahir un CCE (comité central d'entreprise). C'est un peu bizarre qu'on n'ait pas sécurisé, parce que les relations étaient devenues très tendues. D'habitude, on empêche les gens d'accéder, c'est le B.A. ba de n'importe quelle négociation dans un siège. Là, c'est invraisemblable."

Q: Comment expliquez-vous qu'on en soit arrivé là?

R: "Depuis 1995, il y a une montée de radicalisation des conflits et depuis ça ne s'est jamais démenti. Après, on sait qu'on en vient à s'attaquer aux personnes, là ce sont des chemises déchirées. Les images sont effectivement assez impressionnantes. Comme illustration de la radicalisation des conflits depuis quelques années, c'est caractéristique. Cela symbolise ce qu'on traîne depuis 10 ans, 20 ans. A chaque conflit, on est toujours à la limite de quelque chose d'encore plus grave.

KENZO TRIBOUILLARD/AFP

Le directeur des ressources humaines d'Air France, Xavier Broseta, est évacué par la sécurité, le 5 octobre 2015 après avoir été pris à partie lors du comité d'entreprise d'Air France

Dans les années 1980, on assassinait physiquement les patrons que ce soit en France, en Italie, en Allemagne. C'est une façon de revisiter cette période assez noire, qui était une forme de lutte politique de militants engagés dans des organisations d'extrême gauche."

Q: Le climat social à Air France laissait-il présager ces violences?

R: "Dans le cas d'Air France, c'est assez désolant qu'en quelques années on en soit arrivé là, parce que c'était un cas d'école dans les relations sociales françaises depuis 1998, c'était presque une success-story. C'est un paradoxe.

On est dans une compagnie qui, depuis l'accord avec les pilotes en 1998, suivi d'autres accords, avait réussi à trouver un deal qui avait fait d'Air France un fleuron mondial pendant quelques années. Il n'y avait plus de conflit du travail, les relations étaient très bonnes dans un deal à l'américaine où il y avait des concessions et un actionnariat salarié très important, jusqu'à 20%.

Cela avait été un cas unique en France de relations sociales apaisées et économiquement très efficaces. Pour des facteurs exogènes (concurrence...), la situation s'est détériorée. Après, c'est un autre débat, est-ce que le changement de présidence à Air France y est pour quelque chose? Il faudra regarder."

Réussite ? Échec ? Retour sur l'inédite guinguette solidaire

Ils ont été importants pendant les week-ends de guinguette. « Sans eux, on n'aurait pas pu faire grand-chose », note l'organisation, aidée par une cinquantaine de bénévoles.

Musique, barbecue, concerts... Les 12 et 13 septembre puis le week-end dernier, la Coccinelle a vécu le long du canal afin de soutenir un projet humanitaire au Laos.

Tablier de chef et n'ud papillon, Éric Renard, responsable développement au Centre de formation supérieure d'apprentis de l'Aftec, à Orléans, passent entre les tables. Les élèves assurent le service, les musiciens bénévoles se relaient…

Le ciel est gris. Pourtant, dimanche midi, le nouvel épisode de la guinguette solidaire Coccinelle tourne à plein régime. « Un succès », estime Éric Renard, qui va « au-delà des espérances ».

Un apprenti de plus

L'entrée était libre rue du Port-à-l'Ardoise. Mais lors du week-end des 12 et 13 septembre, « on a compté entre 350 et 400 personnes » et de « 400 à 500 », samedi et dimanche dernier.

Éphémère, la Coccinelle a vu le jour afin de soutenir le projet humanitaire de l'association Apprentis solidaires : l'installation d'un système de micro-irrigation maraîchère au c'ur d'un village du Lao.

Neuf apprentis du BTSA Gestion des métiers de l'eau, du lycée agricole de Nermont (Eure-et-Loir) et du CFA de la pharmacie devaient à l'origine s'envoler pour l'Asie en février. Mais « il y en aura un en plus,

c'est quasiment sûr », au regard de la réussite de l'événement. Maintenant, place au recrutement, délicat : « L'action a été présentée à 1.200 apprentis. Il y a 120 postulants pour 10 places. »

Une guinguette à Chécy : l'idée, inédite, consistait aussi à « tester » ce type d'animation en dehors du centre-bourg, en arrière-saison. « Beaucoup ont demandé que ce soit reconduit et dimanche, deux-tiers des gens, on ne les connaissait pas. C'est un signe intéressant, qui montre que l'événement s'est fait connaître au-delà de Chécy », notent les organisateurs. À voir si une guinguette, solidaire ou non, reviendra le long du canal cacien.

« Phase active ». *En octobre, la sélection des apprentis se poursuit. Le mois prochain, un repérage sera effectué sur place, au Laos, dans le village concerné par le projet de micro-irrigation. Décembre, priorité aux passeports et aux vaccins.*
En janvier, formation de l'équipe, sur l'interculturalité notamment, et soirée de lancement avec les partenaires.

Dieselgate

A Cannes, des artères jonchées d'épaves de voitures à quelques mètres de la Croisette

Inondation dans le sud de la France

Épaves de voitures empilées, voies de chemin de fer transformées en "torrents", boutiques dévastées: à quelques centaines de mètres à peine de la Croisette -qui ne porte aucun stigmate des intempéries- le déluge tombé samedi soir sur les Alpes-Maritimes a fait à Cannes de lourds dégâts.

Au marché, qui se tient sous la halle comme si de rien n'était, dans un centre-ville relativement épargné par les intempéries, on ne parle toutefois que de ça en milieu de journée, photos de smartphones à l'appui. Et boulevard d'Alsace, derrière la gare, une demi-douzaine de voitures sont empilées contre la grille derrière laquelle passe la voie ferrée.

"J'étais garé deux rues plus haut, il était environ 22H00, j'ai quitté mon parking, et une espèce de vague nous a emportés", raconte Guy Morales. "On ne pouvait plus rien faire, la voiture a dévalé la rue, et elle a heurté tous les plots: bing, boing, bing", décrit-il, encore ému. Avec sa femme et son chien, il a réussi à s'extraire de son véhicule -"On avait de l'eau jusqu'à l'épaule dans la rue"- et a attendu sur un mur de béton que l'eau redescende, pendant plus de trois heures. L'épave de sa voiture gît à plus de 100 m du muret où il a trouvé refuge.

Des voitures endommagées par les intempéries à Cannes le 4 octobre 2015

La gare, elle, est fermée, au moins jusqu'à lundi: "Hier soir, on n'avait pas deux quais, mais deux torrents. On aurait pu faire du bateau sur les voies", témoigne une employée chargée de dire aux potentiels voyageurs que la SNCF ne sait pas quand la circulation des trains pourra repartir.

-"Que voulez-vous faire?"-

Un peu plus haut, le boulevard de la République, une artère populaire et commerçante, est jonché d'épaves de voitures écrasées contre des façades ou coincées contre des barrières. Le macadam est arraché par endroits. La Clio de Lazare Maric, un retraité, est sur le point d'être emmenée par la police municipale. "Je l'avais garée sur le parking, en haut de la rue, à 300 ou 400 m d'ici", raconte-t-il.

Une voiture renversée par les intempéries dans les rues de Cannes le 4 octobre 2015

Sa voiture a dévalé l'avenue, pour finir sa course contre un plot. Bizarrement, elle est à peine éraflée, "mais elle est foutue", se désole-t-il. Des propriétaires de véhicules perdus sont venus constater les dégâts, tandis que des élégantes se promènent dans ce boueux décor --l'avenue étant interdite à la circulation pour l'occasion--, iPad en main pour prendre quelques clichés.

Dans une ville où la plupart des distributeurs d'argent et les systèmes de paiement par carte bancaire ne fonctionnaient plus dimanche, les commerçants ont sorti seaux et serpillères, tentent de sauver ce qui peut l'être... "J'ai perdu 30 ans d'archives, des bouquins de collection, des appareils photo, des pellicules, les ordinateurs... Tous les disques durs sont fusillés", témoigne le propriétaire d'une boutique de photographie, Pierre Thionnet.

"J'avais bien des sauvegardes, mais l'eau est montée trop haut! Que voulez-vous faire?", demande-t-il. "Depuis 10 ans, c'est ma quatrième inondation, mais les autres n'avaient pas été aussi importantes. L'eau était montée de 10 à 20 cm dans mon magasin, pas de 1,20m!", lance-t-il. Et finalement, ce sont ses plus vieux clichés qu'il pourra sauver, car il pourra toujours nettoyer ses diapositives.

Selon un bilan établi dimanche après-midi par la préfecture, les intempéries avaient fait 2 morts et 3 disparus à Cannes.